



Premier ministre ; Délégation à l'aménagement du territoire et à
l'action régionale (DATAR) ; Directeur et services rattachés ; Chargé
de mission (1964-1982)

Répertoire (19840644/1-19840644/12)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1984

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_021564

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

INTRODUCTION

Référence

19840644/1-19840644/12

Niveau de description

fonds

Intitulé

Premier ministre ; Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; Directeur et services rattachés ; Chargé de mission

Intitulé

Premier ministre ; DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale)

Date(s) extrême(s)

1964-1982

Nom du producteur

- [Chargé de mission \(délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale\)](#)

Localisation physique

Fontainebleau

DESCRIPTION

Présentation du contenu

SOMMAIRE

. Références : J-004745-001 à J-004810-100

. Cotes : 86 AJ BIS 00336 à 86 AJ BIS 00347, cartons : 1 à 6

Sommaire :

Administration : Décentralisation (localisation) Dossiers 1960-1980

Support : PAPIER

Sommaire Art 1-6 (86 AJ bis 336-447). Administrations, établissements d'enseignement supérieur : Déconcentration (localisation) : Dossiers, 1964-1982

TERMES D'INDEXATION

établissement d'enseignement; enseignement supérieur; déconcentration; aménagement du territoire

Répertoire (19840644/1-19840644/12)

19840644/1

86 AJ BIS 00336

* AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : RADIODIFFUSION ET TELEVISION

RTF/ORTF/Chaines de télévision publiques/stations de radiodiffusion publiques : localisation

DOSSIER (CORRESPONDANCE, COMPTES-RENDUS) PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

< ; 1960-1962, 1964, 1967-1981 > ;

1960-1981

- AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : ORTF : LOCALISATION

Région parisienne < ; Paris/Bry-sur-Marne/ Essarts-le-Roi > ; : projets < ; comité de décentralisation : rapport > ;

L'ORTF se propose de créer, dans la région parisienne, une importante implantation pour la réalisation de programmes de télévision.

Le premier objectif visé est de reconstituer, en les regroupant, un ensemble de moyens de production actuellement loués dans Paris et sa proche banlieue.

Ces moyens sont dispersés et médiocrement appropriés, les locations sont onéreuses et toujours fragiles ; leurs localisations enfin, héritage des implantations accidentelles du Cinéma, il y a quelques cinquante ans, sont si évidemment contraires à l'occupation rationnelle des sols dans Paris que le remodelage urbain des prochaines années

Les condamne à plus ou moins long terme.

Le second objectif visé est de disposer d'un terrain d'une surface raisonnable mais suffisante pour que L'ORTF se dégage des difficultés immobilières constantes que le développement de sa mission dans la vie nationale multiplie depuis vingt ans, mette un terme aux expédients coûteux de location dispersée et mal appropriée et puisse, à long terme, sous le contrôle du Comité de Décentralisation, réaliser de manière convenablement prévue et organisée les extensions que l'augmentation des programmes, du nombre des chaînes et l'évolution des techniques rendraient nécessaires.

RAPPORT

OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION FRANCAISE ; DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

1968/05

- RADIODIFFUSION ET TELEVISION : ORTF

5ème plan : exécution

Investissement < ; 1966-1970 > ;

Les investissements de l'ORTF pendant la période du V. plan (1966-1970), ronéotypé, 30 pages

DOCUMENT DE TRAVAIL

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN ; COMITE DE LA RADIODIFFUSION ET DE LA TELEVISION

1969/10/15

- 6ème plan : préparation

Financement

Premières perspectives financières du VI.

plan (1971-1975)

DOCUMENT DE TRAVAIL

OFFICE DE RADIODIFFUSION TELEVISION FRANCAISE ; SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION

1970/01/10

- 6ème plan : préparation

Immeubles

Les problèmes immobiliers de l'ORTF durant le VI. plan

DOCUMENT DE TRAVAIL

OFFICE DE RADIODIFFUSION TELEVISION FRANCAISE

1971/11

- 6ème plan : exécution

Etat de la question

Rapport relatif à la mise en oeuvre et à l'exécution du plan (ORTF), ronéotypé, 14 pages

PROJET DE RAPPORT

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

1972/04/21

- Immobilier < ; problèmes immobiliers > ;

DOCUMENT DE TRAVAIL

1972/10

19840644/2

86 AJ BIS 00337

* BUDGET MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Service des pensions : décentralisation, localisation < ; Nantes/la Ciotat/Marseille > ;

DOSSIER (CORRESPONDANCE, COMPTES-RENDUS, NOTES, DOCUMENTS DE TRAVAIL) PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977-1981

- ECONOMIE ET FINANCES MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Décentralisation < ; localisation : programme de localisation > ;

LETTRE

Robert BOULIN : ministre délégué à l'Economie et aux Finances au Président du Comité de

décentralisation Références : Comité restreint 24 novembre 1977

1977/11/24

- BUDGET MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Service des pensions : décentralisation < ; localisation : Marseille/la Ciotat > ;

Réunion interministérielle

1. Le ministère du budget, tout en déplorant que la décentralisation initialement prévue dans l'ouest de la France ait été fixée dans la région marseillaise, exprime très nettement ses préférences pour une localisation à Marseille. Il fait valoir que le service des pensions peut être considéré comme un service interministériel procédant pour tous les pensionnés à la liquidation des pensions et à la délivrance des brevets de pension. En ce qui concerne en particulier les opérations de liquidation, le ministère du budget fait observer qu'il est le seul à en assumer les responsabilités et qu'il ne pourrait, en conséquence, accepter une désorganisation du service du fait de sa décentralisation. Son souci est donc de limiter au maximum les inconvénients inévitables liés en tout état de cause à une décentralisation, ce qui le conduit à privilégier une localisation à Marseille et à écarter une localisation à la Ciotat.

2. La DATAR précise qu'une implantation du service des pensions à Marseille exercerait une influence très faible sur la situation de l'emploi dans la région marseillaise alors qu'une implantation à la Ciotat aurait au contraire un effet positif indiscutable dans le bassin d'emploi de la Ciotat.

Par ailleurs, La DATAR a mis au premier rang de ses priorités la reconversion de la zone de la Ciotat durement affectée par la situation de la construction navale. L'Etat avouerait son impuissance s'il s'avérait incapable de réaliser à La Ciotat une opération de décentralisation tertiaire exemplaire susceptible de redonner confiance à une ville et à une région. A cet égard, la localisation à Marseille aurait plutôt des effets négatifs. Elle doit donc, selon La DATAR, être écartée.

COMPTE RENDU

Références : Comité interministériel d'aménagement du territoire 13 février 1978

Lettre du Premier Ministre 3 août 1978

1978/11/28

- Service des pensions : décentralisation, localisation < ; Nantes > ;
Réunion interministérielle

A l'issue de la discussion, au cours de laquelle plusieurs hypothèses ont été évoquées, le directeur du cabinet du Premier ministre estime qu'il y a lieu, en fonction des arguments techniques invoqués, de retenir une localisation dans la région nantaise. Il souligne que le ministère du budget assure une bonne exécution du plan de localisation examiné par le Comité de décentralisation le 12 janvier 1978.

Consulté à l'issue de la réunion, le Premier ministre confirme que le service des pensions du ministère du budget devra s'installer dans la région nantaise.

COMPTE RENDU

1979/01/22

- Service des pensions : décentralisation (localisation)
Nantes : transfert

Cette opération a fait l'objet de contacts très suivis entre les services ministériels concernés et les services de la Ville de Nantes, et semblait donc se dérouler normalement.

A titre d'exemple : achat par le ministère d'un terrain de 25 000 m² dans l'île Beaulieu ; présentation de maquettes et concertations permettant de préciser les choix architecturaux ; projets de visites préalables d'agents éventuellement à Nantes.

Or, cette opération, importante pour Nantes puisque concernant 800 à 900 emplois, piétine ; elle pourrait même sembler être remise en cause.

Ce qui porterait un grave coup au développement, pourtant indispensable, du secteur administratif nantais.

LETTRE

Alain CHENARD : maire de Nantes à Pierre MAUROY : Premier Ministre

1981/09/11

* Direction nationale des statistiques du commerce extérieur : décentralisation < ; localisation :
Toulon > ;

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977/09 - 1981/03

* ETABLISSEMENTS PUBLICS

Caisse centrale de coopération économique : décentralisation < ; localisation La Défense
> ; , , projet

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1980/04-1981/07

* Union des groupements d'achat public :

localisation < ; Paris : siège central > ; /décentralisation < ; Montpellier : service informatique > ;

DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE < ; 1974-1976, 1980-1981 > ;

1974-1981

* ECONOMIE ET FINANCES MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Direction des Monnaies et Médailles : Hotel de la Monnaie, décentralisation < ; localisation : Evry > ; , projet

LETTRE

Raymond BARRE : Premier Ministre à Jacques CHIRAC : maire de Paris

1980/03/18

* ECONOMIE ET FINANCES MINISTERE : ETABLISSEMENTS PUBLICS

Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes < ; SEITA > ; , localisation

DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977/11-1979

- ECONOMIE ET FINANCES MINISTERE

Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes < ; SEITA > ; : direction générale, décentralisation

Note sur la décentralisation éventuelle de la direction générale du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, ronéotypé, 7 pages avec annexe.

Le départ en province de la direction générale n'est certes pas impossible et pourrait même apparaître souhaitable au regard de la politique d'aménagement du territoire. Mais, dans la conjoncture actuelle, il placerait la SEITA dans une position défavorable vis à vis de ses concurrents étrangers, ce qui pourrait compromettre un redressement à une époque difficile. En revanche, la décentralisation des laboratoires ne pose pas les mêmes problèmes pour la compétitivité de l'établissement public

NOTE

Jacques CAMPEY : directeur adjoint du personnel et des services généraux chargés de l'équipement au ministère de l'Economie et des Finances

Références : Comité international d'aménagement du territoire (CIAT) 10 juin 1977

1977/10

- TABACS ET ALLUMETTES

Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes < ; SEITA > ; : situation
Siège central : décentralisation < ; localisation > ; , projet "Votre lettre du 22 décembre ne parvient. Elle me fait craindre que ma visite n'ait été inutile.

J'avais tenté de vous expliquer pourquoi et à quel point le SEITA, soumis depuis quelques années à des épreuves multiples et aux exigences de politiques malaisément conciliables, n'était plus ce monopole prospère et protégé, auquel les pouvoirs publics pouvaient unilatéralement imposer n'importe quelle charge sans l'affaiblir, et qui servirait à la fois de cible privilégiée aux campagnes de santé publique et d'instrument d'élection de la stabilisation des prix.

Je vous avais rappelé aussi que notre entreprise publique était inattaquable et même exemplaire au regard de l'aménagement du territoire, avec ses usines, ateliers, centres de recherche et d'essais, dispersés dans les régions les plus défavorisées de France, où parfois ses établissements constituent la seule ou la principale industrie du lieu (Corse, Sud-Ouest, Ouest et Centre notamment). J'avais cru vous faire comprendre que cette position exceptionnelle était irrévocablement du passé, et que désormais le SEITA ne rencontrait pas seulement de difficultés passagères, mais était engagé dans un combat pour sa survie sur un marché national ouvert à la concurrence d'un oligopole mondial, dont un rapport de la CNUCED vient de décrire et dénoncer l'emprise, les méthodes et les objectifs, et qui a su déjà en peu de temps disposer du monopole italien.

Pour redresser cette situation qui dépend largement de décisions à prendre par les pouvoirs publics, car elle concerne gravement la balance des paiements, l'emploi et l'aménagement du territoire, le SEITA a besoin de concentrer et renforcer tous ses moyens.

Ses concurrents, ses fournisseurs, ses banquiers, ses publicitaires, les directions ministérielles avec lesquelles il est en relations constantes, sont à Paris, qui est aussi le centre des relations avec les filiales d'approvisionnement d'Afrique et d'Amérique du Sud, ainsi qu'avec le réseau commercial étendu à près de 120 pays. A moins que l'on ne veuille délibérément faire place nette à l'oligopole anglo-saxon, qui guette notre marché, il est inconcevable de fixer le siège de la SEITA ailleurs qu'à Paris.

A vrai dire le mieux que notre entreprise puisse faire pour vous est d'essayer de maintenir aussi large que possible une décentralisation de ses établissements, et la prospérité de ses planteurs, qui contribuent puissamment à l'aménagement équilibré du territoire."

LETTRE

Philippe HUET : président du conseil d'administration du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes à André CHADEAU : délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

1979/01/02

* BUDGET MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Direction générale des Impôts : sous-direction informatique, décentralisation < ; localisation : Nantes > ;

DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1978/04-1978/10

- ADMINISTRATION : ADMINISTRATIONS CENTRALES

Décentralisation < ; localisation > ;

Personnel : rémunération < ; Ministère du Budget, avis> ;

a) Maintien des avantages acquis en centrale

Le Budget n'admet que le maintien provisoire des avantages acquis individuellement par les agents décentralisés de Paris.

Ces avantages seraient "cristallisés" au jour du transfert et donc plafonnés sans indexation.

L'avantage relatif s'amenuisant chaque année, les agents concernés perdront le bénéfice de leurs droits spécifiques acquis en centrale au bout d'un certain nombre d'années.

Cette mesure vise à permettre l'égalisation à terme des conditions de traitement entre les agents décentralisés et les agents recrutés sur place au sein d'un même service.

b) Qualification du service décentralisé Selon le Budget, tout service décentralisé deviendrait service extérieur au jour de son transfert en province.

Cette mesure vise à empêcher toute contagion dans les services extérieurs du régime plus favorable des administrations centrales lors d'une opération de décentralisation.

A ces deux cas, s'ajoute la réduction du taux de l'indemnité de résidence pour tenir compte du fait que le coût de la vie est moins élevé en province qu'à Paris.

NOTE

Emmanuel LAMY : chargé de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale à André CHADEAU : délégué à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale

1978

* JEUX ET PARIS : LOTERIE NATIONALE : LOTO NATIONAL

Société de la loterie nationale et du loto nationale : centre de traitement, décentralisation < ; localisation : Metz > ; , projet

DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977/01-1980/06

* ECONOMIE ET FINANCES MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Localisation : contrat de localisation, préparation/execution

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977-1981

- PENSIONS

Pensions de l'Etat : liquidation, procédure

Economie et finances Ministère : service des pensions, décentralisation < ; localisation > ;

NOTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1978/01/11

19840644/3

86 AJ BIS 00338

* SECURITE SOCIALE

Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les Mines < ; CAN > ; : décentralisation, localisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977-1979

- Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les Mines < ; CAN > ; : décentralisation < ; localisation : Nord-Pas-de-Calais > ; , projet

RAPPORT

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE

Références : Centre international d'aménagement du territoire (CIAT) 13 février 1978

1978

* MINES ET CARRIERES

Localisations

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1978, 1980, 1982

* CHARBON : CHARBONNAGES DE FRANCE

Localisation < ; plan de localisation > ;
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1978-1980

* ELECTRICITE ET GAZ

Gaz de France : localisation
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1978-1979

* INDUSTRIE ET RECHERCHE MINISTERE

Localisations < ; plan de localisation > ;
DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1975-1981

19840644/4**86 AJ BIS 00339**

* ESPACE

Centre national d'études spatiales (CNES) :
décentralisation < ; localisation : Toulouse > ;
DOSSIERS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
< ; 1964-1975, 1982 > ;

1964-1982

- ESPACE : POLITIQUE SPATIALE

Groupe de travail AIGRAIN : rapport < ; rapport AIGRAIN > ; ronéotypé, 24 pages.
RAPPORT
Références : Lettre du ministre du Développement industriel et scientifique 18 novembre 1969

1970/03

* INFORMATIQUE

Institut de recherche d'Informatique et d'Automatique < ; IRIA > ; / Institut national de
recherche en informatique et en automatique < ; INRA > ; : décentralisation < ;
localisation : Ile de France (Rocquencourt)/Sophia-Antipolis (Valbonne) > ;
DOSSIERS PAR ORDRE ALPHABETIQUE
< ; 1967, 1978/06, 1978/11, 1979/12-1981/03 > ;

1967-1981/03

* INDUSTRIE MINISTERE : SERVICES EXTERIEURS

Bayonne : service des instruments de poids et mesures, maintien
DOSSIER (CORRESPONDANCE) PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1978

* INDUSTRIE MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Service technique de l'électricité et des grands barrages : localisation < ; La Défense > ; ,
projet

LETTRE

Henri NICOLAS : président du comité de décentralisation à André GIRAUD : ministre de l'Industrie

1978/07/11

* BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Caisse nationale de l'énergie : localisation < ; Paris > ;

DOSSIER PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1980

* ENERGIE : ENERGIE SOLAIRE

Commissariat à l'énergie solaire : localisation < ; plan de localisation : Paris/Valbonne (Sophia-Antipolis) > ;

DOSSIER PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1979-1980

* INDUSTRIE MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Service du traitement de l'information et des statistiques industrielles : décentralisation < ; localisation : Caen > ;

DOSSIERS PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1977-1979

* ENERGIE : ENERGIE ATOMIQUE

Commissariat à l'énergie atomique < ; CEA > ; : localisation < ; région parisienne > ;

DOSSIER PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1977

* RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Institut national de recherche chimique appliquée < ; IRCHA > ; : plan de localisation
DOCUMENT DE TRAVAIL

1978/10

* INDUSTRIE MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Agence pour les économies d'énergie : localisation < ; plan de localisation > ;

DOSSIERS PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1977, 1980

* Service des instruments de mesure : décentralisation < ; localisation : Nantes > ;

DOSSIERS PAR ORDRE ALPHABETIQUE

1977-1978

19840644/5

86 AJ BIS 00340

* ELECTRICITE ET GAZ

Décentralisation (localisation) EDF

Service d'études et projets thermiques et nucléaires (SEPTEN) : LYON < ; projet > ;

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1971-1981

- ENERGIE : ENERGIE NUCLEAIRE

FRAMATOME : décentralisation (localisation), état de la question

NOTE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pierre FREDET : conseiller technique au cabinet du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire à Jean-Pierre FOURCADE : ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire

1977/07/04

19840644/6

86 AJ BIS 00341

* POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décentralisation (localisation)

Contrat de localisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1969-1982

19840644/7

86 AJ BIS 00342

* AGRICULTURE MINISTERE

Décentralisation (localisation)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

< ; 1969, 1972-1980 > ;

1969-1980

- Rapport sur la décentralisation géographique dans le cadre du ministère de l'agriculture, ronéotypé, 75 p.

RAPPORT PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Ministère de l'agriculture ; Inspection générale de l'agriculture

1969/10

* ANCIENS COMBATTANTS MINISTERE

Décentralisation (contrat de localisation)

Administration centrale : Bercy (quai de la Rapée)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1973-1979

* AFFAIRES CULTURELLES MINISTERE

Localisation : programme de localisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1975-1980

* EDUCATION NATIONALE MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Localisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1971-1980

* EDUCATION NATIONALE MINISTERE

Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (ADEP) : localisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1978/08-1978/10

* Centre national de télé-enseignement (CNTE) : décentralisation (localisation : RENNES)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1979

* Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) : décentralisation (localisation : LYON)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1976/09, 1976/12

* Centre national de documentation pédagogique (CNDP) : locaux

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1980/06

19840644/8

86 AJ BIS 00343

* Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) : organisation/Locaux

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1969-1971

* SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES : ADMINISTRATION CENTRALE

Localisation : contrat de localisation, projet

DOCUMENT DE TRAVAIL PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

SECRETARIAT D'ETAT AUX UNIVERSITES

1974/12/01

* ARMEES MINISTERE

Décentralisation (localisation)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

< ; 1964-1966, 1968-1970, 1974-1980 > ;

1964-1980

* Institut de gestion sociale des armées (IGESA) : décentralisation (localisation : CORSE < ;

BASTIA > ;)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1979-1980

* DEFENSE MINISTERE

Délégation générale pour l'armement Centre annexe du bassin d'essais des carènes : localisation

(BREST)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1981

19840644/9

86 AJ BIS 00344

- * AFFAIRES ETRANGERES MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE
Archives diplomatiques : décentralisation (localisation : LE VAUDREUIL/SAINT-QUENTIN EN YVELINES)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1977-1980
- * Décentralisation (localisation : NANTES)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1974/02, 1975/03
- * INTERIEUR MINISTERE
Locaux : localisation (programme de localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1973-1979
- Localisation
Projet de rapport sur la localisation des services du ministère de l'Intérieur, dactylographié, 29 p.
PROJET DE RAPPORT
Michel TAUPIGNON : maitre des requetes au Conseil d'Etat
1975/03
- * INTERIEUR MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE
Service des pensions : décentralisation (localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1974-1975
- * Service central des rapatriés : décentralisation (localisation : AGEN)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1978-1980
- * Direction de la formation de la police nationale
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1981/01, 1982/03
- * JUSTICE MINISTERE
Localisation (programme de localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1973-1979
- * ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET POSTBACCALAUREAT : GRANDES ECOLES
Ecole nationale de la magistrature : Locaux (PARIS)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
1980
- * JUSTICE MINISTERE

Casier judiciaire national : automatisation, financement
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1979/06-1979/07

* AFFAIRES SOCIALES MINISTERE
Décentralisation (localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE
< ;1967, 1973-1980> ;

1967-1980

19840644/10

86 AJ BIS 00345

* FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE
Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : décentralisation
(localisation :
BORDEAUX)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1977-1980

* TRAVAIL MINISTERE
Décentralisation (localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1975-1981

* TRAVAIL MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE
Sous-direction des naturalisation : décentralisation (localisation)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1975

* AFFAIRES SOCIALES MINISTERE
Bourse nationale de l'emploi : création/localisation
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1966/12-1967/02

* TRAVAIL MINISTERE
Institut national du travail (Centre de formation des inspecteurs du travail) : décentralisation
(localisation : LYON/FRANCHEVILLE/MARCY-L'ETOILE)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1974,1978

* Centre d'études supérieures de sécurité sociale : décentralisation (localisation : SAINT-ETIENNE)
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1975/12, 1976/02

* Centre d'études de l'emploi : localisation
DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

19840644/11**86 AJ BIS 00346**

* TRANSPORTS MINISTERE : ADMINISTRATION CENTRALE

Météorologie nationale : décentralisation (localisation : TOULOUSE)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1969-1982

19840644/12**86 AJ BIS 00347**

* TRANSPORTS MINISTERE

Décentralisation (localisation : plan de localisation, préparation)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

&lt ; 1972, 1974-1981 &gt ;

1972-1981

* Institut de recherche des transports (IRT) : décentralisation (localisation : projet &lt ;

LYON/LILLE &gt ;

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

&lt ; 1968-1971, 1975-1976, 1978&gt ;

1968-1978

* Secrétariat général à l'aviation civile/Direction générale de l'aviation civile : locaux/décentralisation

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

&lt ; 1967, 1969, 1973-1974, 1976, 1978-1980 &gt ;

1967-1980

* Service national des examens du permis de conduire : décentralisation (localisation : TROYES)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1976-1981

* Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA)/ Centre d'études des transports urbains

(CETUR) : décentralisation (localisation : projet)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1979

* EQUIPEMENT MINISTERE

Décentralisation (localisation : programme de localisation)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1973-1980

* Institut géographique national (IGN) : décentralisation (localisation)

DOSSIER PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

&lt ; 1967, 1974-1976, 1978 &gt ;

1967-1978

